

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.48
29 juin 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU BUREAU DU COMITE DE BASE DE L'UNION DES POPULATIONS DU
CAMEROUN D'EBOUSSI CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Union des Populations du Cameroun

Comité de Base d'Eboussi (Okola)

N° 002/U.P.C./E.
Objet : a/s Conseiller
Mbida André

Le Bureau du Comité de Base de l'U.P.C. d'Eboussi (Okola)
A Monsieur le Président de l'Assemblée Territoriale du Cameroun
Yaoundé

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous connaître que M. le Conseiller Mbida André a tenu dimanche dernier à Mvaa un meeting public dont le but était de détourner la population de l'U.P.C. bien que l'orateur s'est bien gardé de prononcer ce nom, mais comme il a employé les formules de nos ennemis, il n'a pas été difficile d'identifier le mouvement dont il est question.

L'administration et le clergé, incapables de continuer valablement le sabotage du Mouvement National Camerounais chez nous, puisque nous les avons dénoncés, surtout clergé de la Mission catholique de Mvaa dans des lettres ouvertes, ont du encourager M. Mbida André d'avoir été leur défenseur auprès de la population de la Subdivision d'Okola.

Il nous est agréable de signaler que M. Mbida André n'a pas eu le succès escompté comme cela se doit. Les colonialistes doivent certainement se demander quel doit être le genre de personne capable de détourner la population camerounaise de l'U.P.C., ce problème se posa encore probablement pour eux en ce qui concerne le personnage à envoyer à l'O.N.U. pour démentir les déclarations du peuple camerounais. Mais ni le mensonge, ni les menaces, ni les emprisonnements et les attentats n'entraveront l'essor du Mouvement National Camerounais car, "le chien aboie et la caravane passe".

Nous dénonçons donc par la présente lettre les déclarations menaçantes de M. Mbida André qui, profitant de l'ignorance des textes garantissant les libertés et droits de ses électeurs, se permet de les empêcher d'adhérer au mouvement de leur choix. M. Mbida André a refusé de nous entendre quand nous avons voulu lui faire des observations, il a jugé plus utile d'aller manger chez les prêtres. Ces prêtres seront ses seuls électeurs prochainement. Nous vous prions de lui dire qu'il trouvera la réplique de son geste et de ses déclarations aux prochaines élections, s'il n'accomplit pas les promesses qu'il nous a faites.

Il nous est agréable de vous rappeler que le Secrétaire Général de l'U.P.C. vous a dernièrement demandé de procéder au déplacement du Sieur Henri, chef de Secteur de Modernisation à Eboussi. Le Chef de Région du Nyong et Sanaga ayant obligé à Okola, le Chef de Groupement Eloundou Alphonse à s'entendre avec M. Henri, car ce dernier, tant toujours en bons termes avec ses sujets, ils se désarmeront quand leur chef accepterait de s'entendre avec M. Henri, ce Français dont les actes et agissements déshonorent la France, et qui ne devrait pas, par conséquent, selon l'esprit des textes réglementant l'immigration des nationaux Français et Etrangers au Cameroun, rester chez nous, nous vous rapportons l'opinion de la population qui demande le déplacement immédiat du Sieur Henri, comme le stipule la lettre que le Secrétaire Général de l'U.P.C. vous a adressée.

Espérant que vous tiendrez en considération ce que nous venons de ~~xxx~~
vous relater, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de l'Assemblée
Territoriale, l'expression de nos sentiments distingués.

Ebougsi, le 14 juin 1954
Pour le Comité de Base de l'U.P.C. d'Ebougsi

Le Secrétaire

(Signé) ..illisible..

Le Président

(Signé) CANARD

Secrétariat Général de l'O.N.U. pour information.

Pour toute correspondance, s'adresser à M. TAGNY M. Hôpital Central à Yaoundé
(Cameroun sous administration française)
